

le mouvement plutôt que l'aménagement

Luc Gwiazdzinski

▶ **To cite this version:**

Luc Gwiazdzinski. le mouvement plutôt que l'aménagement. Editions du Mouvement. Les visibles manifestes, Editions du mouvement, pp.177-187, 2005. halshs-00700415

HAL Id: halshs-00700415
https://shs.hal.science/halshs-00700415

Submitted on 23 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

culture PUBLIQUE

opus2

les visibles manifestes

(mouvement)SKITe
sens&tonka

Luc Gwiazdzinski

Le mouvement plutôt que l'aménagement

Contribution, novembre 2004.

Dans un discours devant l'Assemblée nationale, le 17 novembre 1981, Jack Lang avait indiqué que la culture n'était pas la propriété d'une ville, fût-elle la capitale : « Des siècles de centralisation ont trop souvent dépossédé les provinces de leurs richesses et de leur dignité. Aujourd'hui encore, telle une pompe aspirante, la capitale draine vers elle artistes, intellectuels, créateurs. *[...]* Finie la culture octroyée d'en haut, telles ces miettes de profit que Mme Boucicaut, la dame du Bon Marché, distribuait jadis au bon peuple. » Si la volonté du ministre de la Culture d'alors en faveur d'un rééquilibrage Paris-province était claire, l'histoire montre cependant que la culture ne fut pas toujours au cœur des politiques nationales d'aménagement du territoire, politiques dont la nature et les outils mêmes ont évolué au cours des années. Certaines inégalités qui persistent ne doivent pas masquer les dynamiques nouvelles et les initiatives qui émergent dans un contexte de développement local et de concurrence entre territoires.

Une préoccupation récente

Un concept en évolution

Dans les années 1950, l'aménagement du territoire avait été défini par Eugène Claudius Petit comme « la recherche d'une meilleure

répartition des hommes, des activités et des richesses, dans le cadre de la France *[...]* pour le bien-être et l'épanouissement de la population. » À l'origine de la politique d'aménagement du territoire, l'État a eu recours à des interventions correctrices, comme la mise en place d'infrastructures prioritaires ou les aides financières pour les implantations industrielles. Ces moyens ont peu à peu perdu de leur efficacité alors que la croissance s'essoufflait et que la nature même des activités évoluait. La définition originelle a vécu et le cadre géographique a changé. Entre décentralisation et montée en puissance de l'Europe, l'État n'a plus toujours les moyens, l'échelle suffisante et la vision à long terme pour porter une telle ambition. À travers les fonds structurels, l'Union européenne a sans doute les capacités financières nécessaires, mais elle n'en a ni la vision ni les attributions. En France, les régions, qui ont des compétences affichées en termes d'aménagement du territoire, n'ont pas toujours la taille et l'échelle qui permettent les arbitrages : proximité et promiscuité ne font pas toujours bon ménage. La notion de « bien-être et épanouissement de la population » résonne pourtant pour qui s'intéresse à la question culturelle.

Une préoccupation récente

Ce n'est qu'au début des années 1990, avec la relance de la politique d'aménagement du territoire, que le développement culturel est vraiment apparu dans le discours officiel sur l'aménagement au moment où la nature même de celui-ci évoluait. Il ne s'agissait plus alors de distribuer des miettes mais d'intervenir à l'intérieur des dynamiques elles-mêmes, plutôt que de chercher à en réguler les effets. Dans cette nouvelle perspective, les territoires considérés comme des milieux propres à favoriser l'activité économique et l'épanouissement des hommes devenaient des acteurs à part entière des transformations. Il fallait non seulement les doter des équipements néces-

saires, mais aussi des éléments de nature immatérielle comme la cohésion sociale ou la capacité à entreprendre. Plus que le niveau d'équipement, c'est la qualité de son organisation qui devenait génératrice de développement. La culture est alors apparue au cœur de ces moyens comme une des clés de l'égalité des chances permettant à chacun de disposer d'une base commune pour construire, échanger, communiquer et s'ouvrir vers l'extérieur. Elle est aussi un moyen de lutter contre l'éclatement de la société en favorisant l'intégration.

Une répartition encore déséquilibrée

Si la province n'est plus un désert culturel, pour reprendre le titre de l'ouvrage fondateur de Jean-François Gravier, *Paris et le désert français,* une bonne partie des investissements culturels de l'État sont encore centralisés.

Permanences

Les activités culturelles sont toujours concentrées à plus de 50 % dans l'agglomération parisienne, en raison d'une part du traitement de faveur dont bénéficie la capitale, d'autre part du fait de la composition sociale parisienne qui entretient le marché culturel. Ainsi 47 % des emplois culturels sont-ils concentrés en Ile-de-France, avec de forts contrastes selon les activités. Certains secteurs très « parisiens » (productions cinématographique et télévisuelle, édition de livres) sont à distinguer d'autres, plus uniformément répartis sur le territoire national (projections cinématographiques, bibliothèques, édition de journaux [1]). Les chiffres des subventions de fonctionnement de l'État aux établissements culturels publics témoignent éga-

1. J.-F. Poncet, « Rapport d'information fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable sur l'état du territoire », Sénat, 3 avril 2003.

lement de cette forte concentration. Les dix premiers sites concernés bénéficient de près des trois quarts des aides financières ; et tous sont localisés dans la capitale : Bibliothèque nationale de France, Opéra national de Paris, Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, Cité des sciences et de l'industrie, musée du Louvre, Cité de la musique, Comédie-Française, établissement public du parc et de la grande halle de la Villette, Conservatoire national supérieur de musique de Paris et Théâtre national de Chaillot, soit 442.662.608 euros sur un total de 583.278.627 euros [2].

Évolutions positives

Bien des efforts ont été réalisés au cours des trente dernières années en matière d'équipements culturels : restauration ou animation du patrimoine monumental, rénovation ou construction de nouveaux musées et centres d'art, modernisation ou création de salles de spectacles (des opéras aux Zéniths). L'action des pouvoirs publics a tendu à créer sur tout le territoire des pôles de « culture vivante ». Centres dramatiques, maisons de la culture, orchestres symphoniques, maisons d'opéra et de danse, musées nouveaux et rénovés, centres culturels de rencontre ou encore festivals ont métamorphosé le paysage culturel français. Des expositions, des créations théâtrales ou lyriques dans des villes comme Lyon, Nancy, Strasbourg, Nantes, Toulouse, Bordeaux ou Marseille sont désormais des événements de portée nationale, voire internationale. Cannes est reconnue pour le cinéma, Avignon pour le théâtre.

On peut désormais habiter la province sans craindre la relégation. Au Parisien qui continue à s'inquiéter pour son ami provincial, il suffit de demander à quand remonte son dernier passage à l'opéra, au théâtre ou au spectacle. Chacun de nous hésite entre la figure de

2. Source : ministère de la Culture, 2002.

Paris, pôle culturel où il est possible d'embrasser en un seul lieu une offre inégalée d'activités, et la figure de la délocalisation avec la spécialisation culturelle de pôles régionaux.

Double moteur

Développement local et développement culturel

On a assisté à un accroissement notable des activités culturelles ces dernières années, dû à la fois à l'action des autorités publiques et à la demande grandissante de la société civile. Le développement culturel est désormais considéré comme un moteur de développement économique et social [3], motivation puissante pour mettre en œuvre des projets culturels, finalité de nombreuses actions culturelles, tandis que la culture est venue à l'appui d'initiatives de développement local. Au-delà des affichages sur une politique culturelle d'aménagement du territoire, ou sur la structuration culturelle du territoire, c'est le territoire qui se prend désormais en charge, pour le meilleur ou pour le pire. Entre réinterprétation et dévoiement marchand d'événements traditionnels, tout est désormais prétexte à l'initiative culturelle. Plus qu'une structuration culturelle du territoire, c'est au foisonnement d'initiatives locales aux formes multiples qu'il convient de s'intéresser comme un visible manifeste.

Compétition et marketing territorial

Les territoires se vendent aujourd'hui comme des yaourts. Dans cet exercice de marketing territorial, cette bataille pour attirer les entreprises, les cadres et les étudiants, l'offre culturelle est un atout sup-

3. H. Cettolo, « Action culturelle et développement local en milieu rural. Le cas de trois projets culturels en Midi-Pyrénées », thèse de doctorat d'études rurales, mention sociologie, sous la direction d'Alain Lefebvre, université de Toulouse-Le Mirail.

plémentaire. La course des métropoles et de celles qui aspirent à ce rang pour exister dans le classement des villes « où il fait bon vivre » est lancée. Puisque toutes nos cités sont désormais des carrefours internationaux au cœur de l'Europe, il reste à les départager sur d'autres critères, dont la culture. Même la toponymie est affectée par cette bataille: Châlons est devenue Châlons-en-Champagne. Saint-Dié a volé la vedette à la capitale des images, Épinal, en redevenant Saint-Dié-des-Vosges. Les Côtes-du-Nord sont devenues Côtes-d'Armor, et le Haut-Rhin se rêve « Haute-Alsace ». Dans les quartiers, les centres culturels deviennent « espaces André-Malraux », et d'anciennes granges « territoires de musiques ». La culture, ou plutôt l'événement culturel, devient la carte d'entrée, le sésame qui permet de pousser la porte du club fermé des métropoles qui comptent. Exister, clignoter sur les cartes de France et d'Europe. Tant d'efforts pour combien d'élus? Que d'événements internationaux annuels morts-nés. Que de cadavres sur la route?

Hiérarchie associée

Véritables laboratoires, sans cesse en mouvement, les villes et les territoires inventent, réinventent, essaient, testent... spectacles et manifestations de toutes sortes susceptibles de donner la preuve de leur créativité et de leur originalité. Une hiérarchie s'installe désormais sur la base de l'animation culturelle des métropoles européennes jusqu'aux bourgs-centres. Barcelone, Berlin, Londres, Amsterdam, ou Paris rivalisent pour l'offre culturelle ou le « by night ». Dopées par des opérations comme celle de « capitale culturelle européenne », par un monument ou une architecture remarquables, d'autres métropoles comme Lille ou Bilbao tentent de se faire une place au soleil.

Des évolutions et des risques

Calendriers et géographies de la culture

La culture a son calendrier spécifique et ses événements saisonniers : l'été s'avance avec la désormais traditionnelle fête de la Musique ; c'est ensuite la ronde des festivals, les Paris-plage d'ici et d'ailleurs pour celles et ceux qui ne partent pas ou sont revenus ; viennent ensuite les rentrées théâtrales, puis les nuits blanches avant les illuminations de fin d'année. La géographie de la culture a ses saisons, ses territoires, qui sentent bon l'été et le sud de la France. Pas de géographie des permanences cependant.

Mobilité accrue

Dans la culture aussi, la mobilité s'impose désormais comme une valeur. Mobilité des spectateurs ou consommateurs de culture d'abord. Nouveaux nomades urbains, enfants des trente-cinq heures qui profitent du « jeudredi » pour quitter leur agglomération et rejoindre d'autres cieux. Ils « font Avignon » ou reviennent d'un week-end à Prague ou à Marrakech, comme d'autres avant partaient s'égayer dans les guinguettes de périphérie. Pensée en mouvement, culture en mouvement, fête en mouvement et ville en mouvement s'imposent. Mobilité des œuvres. Ce phénomène de rotation affecte également les grandes institutions qui, à l'image des discothèques, accueillent des événements venus d'ailleurs. Passant d'un musée à l'autre, les grandes expositions font le tour du monde. Mobilité des spectacles également. Exit le défilé où on ne venait pas pour se faire engueuler. Bonjour la parade, la fête qui rythme les temps, remplit les blancs et transforme l'espace. Love parade, Nuit blanche de Rome, Festival des arts de la rue de Châlons, fête des lumières de Lyon, ou Paris-plage, la fête s'invite dans la ville pour la transfigurer, de jour comme de nuit, été comme hiver. La fête est parfois mouvement. Elle est

musique ou bruit, lumière et senteur. Qu'elle investisse un espace ou qu'elle parcourt la ville, la fête transforme. Elle donne à penser la ville autrement. Elle enchante le quotidien et transfigure le réel. L'espace d'un instant, d'une journée, d'une semaine ou d'un mois. La même ville, et pourtant une autre. L'éphémère s'empare de l'espace public pour l'enchanter ou l'humaniser. Nouvelle urbanité.

Mélange et participation

Le festival d'antan ne suffit plus. Il est désormais double, officiel et officieux, institutionnel et en devenir. Adieu théâtre, musique de chambre ou festival rock. Il faut du mélange. Les intellectuels, les écrivains s'invitent. La rue, la fête sont convoquées. Les débats transversaux, les « regards croisés » s'organisent dans l'espoir de réveiller les consciences et d'ouvrir les esprits. Le projet de développement local n'est jamais loin. Il fait éviter le « hors sol » pour s'ancrer dans la réalité sociale. Profiter de l'événement, du brassage, du battage médiatique et des projecteurs pour donner la parole aux habitants, aux quartiers. Les mots « participation » et « citoyenneté » fusent, et la presse relaie.

Communauté éphémère

Elle invente des liens où il n'y en a pas. Elle crée les conditions de la rencontre et met en place des communautés temporaires, qui s'effacent ou qui durent, perdurent. La fête marque les esprits, s'inscrit dans nos calendriers personnels et collectifs. Face à l'éclatement des temps sociaux, la multiplication des fêtes permet aux habitants d'un quartier, d'une ville ou d'un territoire de se retrouver et de réinventer un « nous », temps et lieu d'un collectif souvent partagé avec les autres venus d'ailleurs. La fête se rêve en temps de coprésence. Un temps du nous, moment collectif pour les amis, la famille, ou la collectivité plus vaste : ville, bassin de vie, région, pays. Demain rede-

viendra le temps du je.
« Bienvenue dans notre petite cité idéale éphémère », avait l'habitude de dire le sociologue Philippe Breton à l'ouverture des Rencontres de Strasbourg. Le concept de TAZ (zones d'autonomie temporaires), imposé par l'Américain H. Bey [4], qui affirme que se battre pour le droit à la fête n'est pas une parodie de la lutte radicale mais une nouvelle manifestation de celle-ci, est particulièrement pertinent pour les raves et free parties qui envahissent la campagne ou les espaces délaissés de la ville dans des rassemblements où le son est essentiel.

Trace ou façade

La fête perturbe. Même imposée et régulière, elle perturbe les rythmes. Réussie, elle s'inscrit longtemps dans les mémoires de la ville de ses habitants et de ses visiteurs. Elle marque les esprits et peut bloquer une dynamique locale. La trace dans la ville n'est pas obligatoire. La fête des lumières à Turin permet chaque année d'ajouter un élément, une illumination pérenne. « Le réveillon des boulons » réveille Montbéliard et donne à l'aire urbaine une image dynamique un peu surfaite.

Banalisation et rotation rapide

La fête de la Musique est morte, vive la fête de la Musique! La Nuit blanche s'installe. Jusqu'où la Nuit blanche? Écartelé entre dynamique de mobilisation interne et stratégie de marketing international, identité et communication, tradition et marchandisation, l'événement culturel n'a guère de temps pour s'affirmer. Tout s'accélère. Rien n'est acquis. Culture fast, territoire fast, la culture territorialisée, ancrée dans le territoire, se consomme et se jette, comme le reste. Le

4. H. Bey, TAZ, Zone autonome temporaire, *L'Éclat, 1997, 90 p.*

diktat des tendances et de la mode. Ce qui était in hier est déjà out aujourd'hui, et le rythme s'accélère. Le off ne suffit pas à imposer l'officiel. Les grands événements, animations, spectacles, sont plagiés, banalisés avant peut-être d'être rejetés : marchés de Noël de Strasbourg, cinéma en plein air de Vienne, Nuits blanches d'Amsterdam ou de Saint-Pétersbourg, Nuit des arts d'Helsinki. Le phénomène de « copier-coller » culturel touche d'autres événements : animations de rue, rassemblements de rollers, piques-niques, gay-pride, qui envahissent les artères de nos grandes villes dès les premiers rayons de soleil.

Muséification

Sous la pression d'un tourisme en mal de consommation culturelle, certains quartiers de nos agglomérations sont transformés en musées, voire en Disneylands, parcs à thème à ciel ouvert avec leurs commerces de pacotilles, désertés par leur population originale et animés par les mêmes musiciens andins. À une autre échelle, des villages comme les Baux-de-Provence ou Riquewihr, en Alsace, subissent le même phénomène. Parfois, toute la ville est touchée, comme Bruges ou Venise, qui perdent peu à peu leur âme malgré les musées et monuments de prestige. Ce n'est définitivement pas l'aménagement du territoire et l'État qui risquent d'entraîner une homogénéisation de l'offre culturelle, mais plutôt le tourisme et la mondialisation accélérée qui transforment nos centres-villes en supermarchés à ciel ouvert.

Entre mondialisation et développement local, homogénéisation et folklorisation, besoin de codes communs et désir d'identité, consommation et accomplissement, c'est dans les villes et sur les routes du monde que s'épanouira la culture sous toutes ses formes. Une culture des territoires plus qu'une culture territorialisée, l'ou-

verture plus que le repli. Privilégions une culture en mouvement, une pensée des flux contre la résistance des stocks, une culture de la frontière au sens américain du terme, c'est-à-dire un espace où l'on n'affronte pas ses voisins mais l'inconnu plutôt qu'un aménagement rigide imposé et dépassé. La nouvelle idéologie de la proximité, les sirènes de la nostalgie ne doivent pas nous inciter à un repli frileux derrière la ligne Maginot de l'exception culturelle. L'aménagement du territoire ne doit pas servir de prétexte à un renoncement territorialisé.

La culture est plus affaire de rencontres et de mouvements, de prises de risques et d'engagements que d'équipements. Pas de limites, et c'est un géographe qui parle!

verture plus que le repli. Privilégions une culture en mouvement, une pensée des flux contre la résistance des stocks, une culture de la frontière au sens américain du terme, c'est-à-dire un espace où l'on n'affronte pas ses voisins mais l'inconnu plutôt qu'un aménagement rigide imposé et dépassé. La nouvelle idéologie de la proximité, les sirènes de la nostalgie ne doivent pas nous inciter à un repli frileux derrière la ligne Maginot de l'exception culturelle. L'aménagement du territoire ne doit pas servir de prétexte à un renoncement territorialisé.

La culture est plus affaire de rencontres et de mouvements, de prises de risques et d'engagements que d'équipements. Pas de limites, et c'est un géographe qui parle!

La politique culturelle française, telle qu'elle s'énonce à partir des années 1980, s'invente autour de mots d'ordre emblématiques d'une vision renouvelée de l'action publique. Quatre foyers thématiques déclinent ces mots d'ordre et constituent, en quatre opus, l'architecture de **Culture Publique** : « *L'Imagination au pouvoir* », *Les Visibles manifestes*, *La Modernisation de l'action publique*, *La Culture en partage*.

Comment entendre rétrospectivement ces formules-étendards, comment éprouver leur traduction en actes et envisager les perspectives qu'elles dessinent encore ? Telles sont les questions discutées, dans chacun des quatre opus, à travers un recueil de sources et de contributions sollicitées auprès de divers témoins et acteurs de l'aventure culturelle française.

Cette veille active de la mémoire semble en effet indispensable à l'exigence du renouvellement de la pensée d'une « culture publique » qui puisse faire face à un certain nombre de délitements contemporains.

Jean-Marc Adolphe, Philippe Brzezanski, Sébastien Jay, Bruno Tackels, Sébastien Thiery.

opus2, les visibles manifestes

Quel visage se donne la politique culturelle à ciel ouvert sur l'ensemble du territoire ? Quelles figures emblématiques, quels masques ? Que démontre le déploiement de l'action culturelle dans l'ordre du visible ? Érections architecturales, foisonnement d'œuvres d'art public et fêtes de la culture sont autant d'éléments qui participent d'un spectacle orchestré au nom de la politique culturelle rénovée. Faut-il y voir l'incarnation d'un vitalisme culturel retrouvé ? Faut-il y deviner la perpétuation de l'État spectacle sous les oripeaux de la modernité ?

9 782845 341166
ISBN 2-84534-116-4 / 19,00€